

Billet

Sept d'un coup

Lorsque j'étais enfant, sept d'un coup était le titre d'un de mes livres. Pour autant qu'il m'en souviennne, on voyait un tailleur assis à travailler et le récit nous le présentait comme un tueur terrible, dont les prouesses donnaient des frissons, puisqu'il avait tué sept fois d'un seul coup. Mais la chute nous amusait ; il s'agissait des mouches qui le harcelaient toute la journée !

Sept d'un coup, ce sont les prouesses du groupe d'AQMI – Al Qaïda au Maghreb islamique. Le groupe a fait sept otages d'un seul coup ; un Togolais, un Malgache et cinq Français, dans la ville minière d'Arlit, à 250 kilomètre de chez nous. C'était dans la nuit du 15 au 16 septembre. Le jour suivant, alors que la radio n'avait encore rien annoncé, un inspecteur de la police locale est venu me rendre visite avec un policier armé pour me demander si j'allais bien ... Il n'a rien voulu me dire, prétendant que tout allait bien. J'étais donc alertée plutôt que rassurée. Radio France Internationale (RFI) diffuse la nouvelle dans la soirée du 16, relayée par les radios locales. Les medias en ont également parlé en Europe. C'est la première fois que la population nigérienne se rend compte du problème ; les autres enlèvements et tentatives avortées dans la sous-région n'avaient soulevé aucune réaction. Cette fois la vague d'indignation est forte. On se récrie : du manque de protection et du fait que l'Islam mis en acte par les preneurs d'otage n'a rien à voir avec aucune pratique de l'Islam. Entre Arlit et Agadez, les gens circulent beaucoup. On entend dire que le commandant de la zone avait écrit à Areva, le groupe minier français, pour leur signaler que des indices parlaient en faveur d'enlèvements et proposer des mesures communes mais qu'il n'avait reçu aucune réponse (AQMI avait menacé très clairement de s'en prendre aux intérêts français dans la sous région quelques mois plus tôt). Plus tard un journal nigérien publiera la lettre. On entend encore que le jour précédent la nuit de l'enlèvement, des voitures suspectes circulant en ville d'Arlit ont été signalées aux autorités, sans que celles-ci ne réagissent. Le commandant de zone le payera de son poste.

L'ambassade de France déclare la région d'Agadez zone d'insécurité, enjoint tous ses ressortissants à partir et fait des pressions importantes sur les récalcitrants. Si bien que le lundi suivant tous les Français ont quitté la ville et toutes les organisations d'aide internationales le mardi, à l'exception du bureau régional du CICR. Nous sommes trois ou quatre Blancs à rester dans la région. C'est pire qu'au début de la rébellion ! L'agence consulaire suisse basée à Niamey n'est pas aussi alarmiste, mais demande quand même que les Suisses quittent la région et, en cas de réticence, rappelle qu'on agit sous notre propre responsabilité. La police locale trouve aussi préférable que les Blancs quittent la région mais prend des mesures pour ceux qui restent : elle les répertorie, demande qu'ils se signalent régulièrement, prend leur coordonnée et connaît leur habitation. Il est interdit de sortir de la ville mais on assure qu'on peut y circuler en sécurité. Mais pour les otages togolais et malgache, on n'entend rien. Aucune déclaration de leur gouvernement n'est parvenue à nos oreilles. Tout se passe comme si seuls les Blancs étaient en danger. On ne parle jamais de la sécurité des Noirs qui travaillent pour des intérêts occidentaux.

Et pendant ces jours où, alarmés, les Blancs quittent la région, des guides promènent des touristes vers In Gall, région d'Agadez, pour la cure salée, avec la bénédiction du Ministère du tourisme, qui a pris avis de celui des Forces de

sécurité et de l'Intérieur ! Il semble que le ton dans les ministères est plutôt offensé : quoi, on pense que nous ne saurions assurer la sécurité des touristes blancs qui nous font l'amitié de participer à notre fête traditionnelle de la cure salée ! A notre connaissance, tous les touristes (ils n'étaient pas nombreux) ont été ramenés sains et saufs à l'aéroport de Niamey.

Maintenant les esprits se sont calmés. On a vu un Français en ville l'autre jour, quatre de ceux qui avaient quittés sont revenus ou reviennent de temps à autre pour régler leurs affaires, au nez et à la barbe des autorités françaises. On dit que les Blancs d'Areva ont repris leur travail. Il semble que les événements donnent raison aux Français qui étaient réticents pour quitter la ville : l'ambassade fait monter la mayonnaise. Nous étions plusieurs à penser que deux mesures étaient possibles face aux événements : soit on quitte la région, mais pour s'installer ailleurs pour un long terme, d'ici que le problème des énervés de l'Islam soit réglé, soit on reste, car il n'y aura certainement aucun enlèvement les semaines qui suivent le précédent et on prend des précautions pour vivre à long terme dans une région qui n'est pas sans risque.

Il est révolu le temps des contes qui font délicieusement peur, préparant les enfants à affronter l'extérieur et à avoir confiance pour découvrir l'inconnu. Les terribles histoires du genre de celles qu'AQMI nous imposent font peur, sans consolation possible. Il est sûr que la chute ne sera pas amusante. Soit la France paye et le groupe en sort renforcé s'il obtient les sept millions d'euros demandés et, assuré de ce succès, se sentira encouragé à recommencer, soit il y aura tuerie, d'un côté ou d'un autre. Quant aux gouvernements malgache et togolais, il est peu probable qu'ils payent pour leur ressortissant. Certains spécialistes avancent que ce sont cinquante millions d'euros que le groupe aurait récolté par les prises d'otages ces toutes récentes années dans le Sahara. Lorsque l'Angleterre a refusé de payer, leur ressortissant a été assassiné en mars 2009. Lorsque la Mauritanie et la France ont lancé une attaque contre une des bases maliennes du groupe, qui s'est soldé par un échec, l'otage français a été liquidé ce début d'année. Mis en face de la violence, sous quelque forme que ce soit, les esprits forgés pour appréhender la nouveauté avec sérénité, sont déroutés. Les règles du jeu du bien vivre en société sont rompues. Ce sont celles de la survie que les otages doivent apprendre, sans préparation et la peur au ventre, avec la perspective d'une mort imminente possible. Reste à savoir comment leurs bourreaux gèrent eux-mêmes le danger dans lequel ils se mettent. Car, d'un côté comme de l'autre, il s'agit d'êtres humains, aux prises avec des situations extrêmes. N'empêche qu'il est plus facile de comprendre la situation des victimes et que celles des « méchants », dont les motifs restent décidément bien obscurs.

Agadez, le 29 novembre 2010
Sylvine Vuilleumier